

## EAC : Pratiques de corruption sur les corridors "centre-nord"

Arrib News, 26/11/2012 – Source Xinhua Trade Mark East Africa, organisation internationale basée à Nairobi et dont la mission principale est de soutenir l'intégration en Afrique de l'Est par la pleine réalisation de son potentiel économique à travers le développement du commerce, dénonce les pratiques de la corruption dans les stations à pont-bascule et sur la police le long des corridors « centre-nord » de la Communauté de l'Afrique de l'Est (East African Community - EAC). 46% des transporteurs ont cité la probabilité de retards inutiles comme étant l'origine du paiement des « pots-de-vin », selon les résultats d'une enquête sur l'ampleur de la corruption dans les corridors de cette région, présentée par Mme Anthe Vrilandt, directrice pays au Burundi de l'organisation, lundi à Bujumbura.

D'autres facteurs sont la multiplicité des documents demandés (20%), la lenteur des services (14%), la mauvaise compréhension des procédures (9%) et les niveaux d'imposition élevés (8%). Cette enquête a été menée entre les 10 et novembre 2011 dans les cinq pays de l'EAC (Burundi, Rwanda, Tanzanie, Ouganda et Kenya) sur base d'un échantillon de 1.731 répondants (transporteurs, chauffeurs, agents de douane et police). Mme Vrilandt a invité le Burundi à procéder à des négociations avec les voisins pour régler les problèmes. Elle a proposé de dresser un indicateur « corruption par kilomètre » au lieu de « corruption par entreprise et par mois », car, a-t-elle précisé, la Tanzanie est plus vaste que le Burundi et le Rwanda. « Il est angoissant de lire que le temps moyen pour passer la frontière entre la Tanzanie et le Kenya est de 68 heures », a-t-elle dit. À ses yeux, la corruption constitue un défi majeur dans le transport régional au sein de l'EAC. Elle a proposé à l'Office Burundais des Recettes (OBR) de donner des informations plus claires sur les documents requis et sur les tarifs. En matière de dénonciation de la corruption, la Tanzanie, où un simple SMS peut dénoncer la corruption, devrait servir de modèle pour le Burundi, notamment pour orienter les transporteurs dont les camionneurs à savoir où s'adresser, a affirmé Mme Vrilandt. Elle a appelé l'OBR à se concerter avec ses homologues de l'EAC pour harmoniser les exigences légales pour les transporteurs, en gardant la frontière ouverte 24 h sur 24 h. Pour le vice-président de l'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO), Venant Bacinoni, dont l'organisation a tissé un partenariat avec Trade Mark East Africa dans la conduite de cette enquête, l'ultime défi pour tenter de juguler le fléau de corruption sur les corridors de l'EAC, est l'harmonisation des législations au sein du marché commun de cette communauté afin que les marchandises puissent circuler librement.